

Consultation publique de la CRE relative à la mise à jour du tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz de GRTgaz et TIGF au 1^{er} avril 2018
Réponse d'EDF

10 novembre 2017

Question 1 : Avez-vous des remarques à formuler sur les évolutions prévisionnelles retenues par GRTgaz et TIGF dans leur demande tarifaire et sur les ajustements envisagés par la CRE ?

Concernant la trajectoire de revenu autorisé, EDF est favorable aux ajustements proposés par la CRE. EDF considère notamment que les coûts de traitement de congestions présentés par les GRT reposent sur des scénarios de tensions exceptionnelles¹, et que la surestimation des besoins d'énergie constatée sur l'exercice précédent invite à modérer les prévisions haussières sur ce poste. En tout état de cause, le mécanisme du CRCP permettra de couvrir les charges qui auraient été sous estimées.

Question 2 : Etes-vous favorables au maintien, jusqu'au 1er avril 2019, de deux PITS Nord-Atlantique et Sud-Atlantique distincts ?

EDF est favorable au dispositif proposé.

Question 3 : Etes-vous favorables à ne pas corriger le niveau des termes aux PITS au 1^{er} avril 2018 d'une éventuelle perte de valeur des stockages du sud de la France liée à la création de la zone de marché unique, compensé par un report de cette valeur sur d'autres termes tarifaires ?

Dans la mesure où la réforme de l'accès aux stockages, prévue pour la prochaine campagne de commercialisation, devrait conduire à réguler les revenus des opérateurs de stockages, EDF estime qu'une demande de compensation n'a pas lieu d'être. De plus, les volumes de souscriptions et donc la valeur des stockages des différents opérateurs dépendent en premier lieu de l'attractivité des produits de stockage proposés, des besoins des fournisseurs, et de la détermination du prix de réserve qui est toujours en discussion.

¹ Comme indiqué dans sa réponse à la consultation publique relative à la création d'une zone de marché unique en France, EDF considère que le scénario de référence visant à estimer les coûts de levée des congestions est déjà un scénario extrême car basé sur des situations qui n'ont jamais été rencontrées en France.

En revanche, en cas de non mise en œuvre de cette réforme au 1^{er} avril 2018, le régime d'accès aux stockages actuel, dit « négocié », correspondrait à celui d'une activité concurrentielle. On pourrait alors s'interroger sur l'introduction d'un terme visant à couvrir les pertes de valeur marché d'une telle activité dans le tarif de transport, qui relève du régime régulé. Par conséquent, EDF est favorable à ne pas corriger le niveau des termes aux PITS au 1^{er} avril 2018.

Question 4 : Etes-vous favorables, comme la CRE, à ne pas inciter financièrement les GRT sur la disponibilité des infrastructures ?

EDF est de manière générale favorable aux mécanismes de régulation incitative dès lors qu'ils sont simples, objectifs, proportionnés et qu'ils permettent de traiter un besoin identifié par les utilisateurs. Le suivi existant des indicateurs de respect des programmes de maintenance, et de la disponibilité des capacités au PIR et au PITS, aujourd'hui non incités financièrement, est pertinent dans la mesure où il relève de la mission des GRT, inscrite dans leur contrats d'acheminement, de minimiser les indisponibilités de service. Au vu de l'amélioration récente de la performance de GRT gaz, il n'y a pas de nouveau besoin du côté des expéditeurs et l'incitation financière ne semble donc pas immédiatement utile. Il conviendrait de réexaminer cette possibilité si la disponibilité des infrastructures se détériorait effectivement après la fusion des zones.

Question 5 : Etes-vous favorables, comme la CRE, à la proposition de GRT concernant l'évolution des modalités de reversement des excédents d'enchères ?

EDF est favorable à la proposition de la CRE concernant l'évolution des modalités de reversement des excédents d'enchères. De même, EDF est favorable à revoir la méthode si d'importants excédents étaient observés, notamment à l'interconnexion avec l'Espagne ou aux PIR Nord de la France.

Question 6 : Etes - vous favorables aux principes de tarification envisagés par la CRE pour le terme d'entrée à Oltingue ?

EDF est favorable au principe d'une tarification identique à celle des autres points d'entrée et à la règle priorisant les PIR Obergailbach et Taisnières H.

Question 7 : Etes-vous favorables, comme la CRE, à la proposition de GRTgaz de permettre à un expéditeur de décaler un bandeau de souscription sur les PITTM ?

EDF est favorable à cette proposition à partir du moment où elle n'entraîne pas de surcoût pour GRTgaz, auquel cas ce surcoût devrait être répercuté dans le tarif.

Question 8 : Etes-vous, comme la CRE, défavorables à l'introduction d'une « réfaction transport » pour le raccordement d'installations de biométhane ?

EDF est défavorable à l'introduction d'une « réfaction transport » pour le raccordement d'installation de biométhane et souscrit aux arguments de la CRE. Les procédures de mise en concurrence ont pour objectif de sélectionner les installations les moins coûteuses pour la collectivité. Or, avec l'application d'une réfaction au prix du raccordement, seule la part du raccordement effectivement payée par l'installation sera prise en compte dans le choix des projets, ce qui risque de conduire à la sélection de projets dont le coût total pour la collectivité (c'est-à-dire y compris la part « réfactée » financée par l'ATRT) pourra être en définitive supérieur à celui de projets qui auront été éliminés².

² Ainsi, lors d'un appel d'offres, pourrait être sélectionné, en prenant comme hypothèse un taux de réfaction de 50 %, un projet ayant déposé une offre à $65 = 50$ (part production) + 15 (part raccordement) aux dépens d'un projet ayant déposé une offre à $69 = 60$ (part production) + 9 (part raccordement), alors que le coût global du premier projet pour la collectivité ($50+15+15=80$) sera supérieur à celui du second ($60+9+9=78$).